

Formulaire de présentation pour l'élection

Candidat au poste d'administrateur de la région électorale 1 au conseil d'administration de l'Ordre des administrateurs agréés.

Expérience pertinente dans la profession (maximum 15 lignes) :

Gestionnaire depuis 1990, j'ai occupé plusieurs postes de gestion au sein de la fonction publique du Québec et dans le secteur privé, soit à titre de directrice, directrice générale ou vice-présidente. Tout au long de ma carrière, j'ai eu la responsabilité de diverses unités administratives soit en technologies de l'information au ministère de la Santé et des Services sociaux et au Secrétariat du Conseil du trésor, soit dans différents secteurs d'activités au ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, celui des Finances puis des Transports, à la Commission des normes du travail, à Service Québec et chez la compagnie Cognicase. Comme consultante, j'ai eu divers mandats de conseils stratégiques et organisationnels de même qu'en gestion de projets. Actuellement j'œuvre au ministère de la Justice comme directrice de projets et conseillère stratégique.

Par ailleurs, j'ai été très active au sein de différents conseils d'administration, notamment comme administratrice au conseil d'administration de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec, l'Alliance des cadres du gouvernement du Québec, le Programme Jeunes fonctionnaires d'un jour et SOGIQUE. J'ai aussi été membre de plusieurs comités dont le comité de vérification du ministère de la Justice, des comités de gouvernance, d'éthique, d'audit, de régime de retraite et de planification stratégique. En matière de gouvernance, je détiens la certification d'administratrice de sociétés certifiées (ASC) depuis 2006 et j'ai reçu le Prix Carrière de 2006 du Département informatique et génie logiciel de l'Université Laval en 2006.

Description des principales activités au sein de l'Ordre (maximum 15 lignes) :

En termes d'activités reconnues au sein de l'Ordre, j'ai pu exercer plusieurs activités en management et en gestion couvrant autant la gestion des domaines de ressources humaines, financières et matérielles qu'informationnelles, et cela pour plusieurs organismes.

À cela s'ajoute plusieurs mandats touchant la gestion d'activités opérationnelles et de services à la clientèle, soit centralisés soit régionalisés, de planification stratégique, d'élaboration de politiques financières, de gestion des risques, de gestion de projets d'envergure, de restructuration d'unités administratives et de services conseils. Citons, plus récemment et à titre d'exemple, le démarrage du projet d'implantation du nouveau code de procédure civile, puis la poursuite de son implantation par les équipes sous ma responsabilité en pilotage, en gestion budgétaire et en soutien à la clientèle pour la médiation aux petites créances.

Tout cela dans divers secteurs d'activités, tels que le municipal, la santé, l'éducation, les normes du travail, les transports, la justice, les finances publiques, la gestion de centres d'appels de même que les secteurs de services en lien avec les technologies de l'information.

Buts poursuivis, programme électoral (maximum 15 lignes) :

La mission première d'un ordre professionnel demeure la protection du public. Cette mission, dans la mesure où elle est atteinte efficacement, amène des bénéfices qui rejaillissent alors sur l'ensemble de ses membres, pour qui la population accorde une plus grande confiance et fait davantage appel à leur expertise. Œuvrant depuis près de dix ans au sein du réseau des services professionnels, j'ai été à même de constater l'importance de la réputation d'un ordre professionnel auprès du public quant à son plein développement.

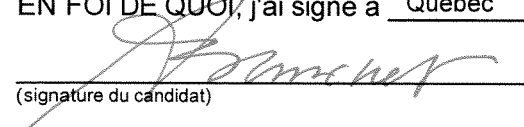
Or les défis qui se présentent pour les prochaines années sont nombreux, spécialement pour notre ordre professionnel, avec les changements législatifs annoncés par le projet de Loi 98, tout comme les besoins en financement des activités obligatoires d'un ordre dont le nombre de membres est actuellement plutôt limité.

Forte d'une expérience de plus de 25 ans comme gestionnaire et au sein de divers conseils d'administration, administratrice de société certifiée depuis une dizaine d'années, il me tient à cœur de m'engager activement au sein du conseil d'administration et de servir notre communauté afin de mieux faire reconnaître nos compétences. Je désire soutenir avec toute la rigueur et la probité qu'on me reconnaît l'implantation des nouvelles règles qui seront en vigueur avec le souci d'économie et de création de valeur qui s'imposent, tout comme la juste protection du public.

Merci à l'avance de votre appui et de votre confiance.

Je suis membre en règle de l'Ordre.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé à Québec, ce 29 mars 2017 2017.


(signature du candidat)